royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Pinay - bis

Antoine Pinay est entré gaillardement dans sa centième année. La nouvelle est réjouissante, mais certains propos tenus par l'ancien président du Conseil devraient inquiéter les socialistes et, surtout, François Mitterrand. Défenseur attitré des fausses vertus conservatrices, M. Pinay n'a-t-il pas déclaré qu'il ne ferait d'autre politique que celle commise par P. Bérégovoy ?

Voici donc confirmée, si besoin était, la dérive néo-libérale du ministre des Finances, dont on peut apprécier les conséquences : insolence de l'argent, inégalités croissantes, ségrégation et exclusion sociale. Par quelle fatalité de grands chefs d'Etat acceptent-ils de confier les finances nationales à des conservateurs patentés - Giscard d'Estaing à l'époque gaullienne et maintenant Bérégovoy ?

En ce domaine, il n'est jamais trop tard pour changer. Rêvons d'un ministre des Finances anticonformiste, hétérodoxe, révolté par l'injustice, et surtout irrespectueux à l'égard de l'argent-roi.

Pays de l'Est

La présence royale

Télé

Le prince Charles

(p. 2)

Perspective

Vaches maigres

(p. 3)

DU 14 JANVIER au 27 JANVIER 1991 - 21ème année - Numéro 550 - 14 F

M 2242 - 550 - 14,00 F

Charles

A quoi sert un Prince héritier ?

Sorti par Anne Sinclair de la sempiternelle chronique des Altesses, Charles d'Angleterre a pu évoquer sa tâche de prince héritier et la fonction royale.

Pour nous une bonne émission et, pour beaucoup sans doute, une découverte : celle du prince de Galles répondant, à « 7 sur 7 », aux questions d'Anne Sinclair et engageant un véritable dialogue avec elle - non sur les affaires privées de la Famille royale ou sur les plaisirs supposés de la Cour, mais sur la monarchie britannique elle-même et sur le rôle, toujours difficile, de l'héritier d'une Couronne.

Difficulté pratique, et non pas théorique comme on le croit souvent : en regardant Charles d'Angleterre, le principe de la succession héréditaire paraissait si naturel que la présentatrice de l'émission ne songea même pas à relever l'incongruité apparente, à l'époque moderne, de ce mode de dévolution de la fonction politique suprême. Mais Anne Sinclair eut raison de souligner, d'entrée de jeu, qu'il y a plusieurs manières d'être prince héritier : le prince de Galles aurait pu passer sa vie à ne rien faire, en attendant patiemment que sa mère lui laisse le trône ; il a choisi au contraire de s'engager sur des questions décisives, au point que certains l'accusent d'être un « prince rouge » ou un « intellectuel excentrique ». Ce qui ne l'empêche pas d'être très populaire puisque 90% des Britanniques estiment qu'il fera un bon roi.

Mais à quoi sert donc celui qu'Anne Sinclair désigne improprement comme « prétendant » à la couronne ? Evoquant ce qu'il appelle un « métier », le prince Charles répond que « *le rôle d'un héritier de la Couronne est de réunir, d'établir la convergence entre toutes sortes de personnes de toutes classes pour essayer d'élaborer une démarche constructive* ». Rôle «consensuel » comme on dit en France ? Sans doute, si l'on prend soin de noter que l'accord ainsi recherché n'est pas celui du conformisme ambiant : « *il importe,* dit le Prince, *de contester certaines vérités premières, certaines démarches conventionnelles, de remettre en cause l'orgueil professionnel, la pompeusité de certains groupes* » non par volonté d'originalité ou par goût de la provocation mais parce que les débats nécessaires n'auraient pas lieu sans une controverse préalable. Se dessine une pédagogie démocratique, qu'inspire l'exigence de justice.

Ce rôle du prince héritier est différent de celui du roi : le souverain est un « point d'équilibre », le monarque doit demeurer par définition au-dessus des luttes politiques. D'où le silence qu'il doit garder en public, qui ne l'empêche pas de s'exprimer « *entre les lignes* » et « *dans les coulisses* ». Le prince Charles observe d'ailleurs que le silence de la personne royale est une coutume et que les choses peuvent se modifier... Envisageant avec sérénité cette fonction arbitrale, le prince héritier n'est cependant pas sans inquiétude pour l'avenir de la royauté. Regrettant la « *tendance préoccupante de la presse à réduire les choses à un feuilleton* », il juge que le plus important pour la royauté est « *de savoir comment conserver l'élément mystique qui lui est propre* » en l'alliant au monde moderne.

Encore faut-il que la modernité retrouve des valeurs et une assise. D'où le combat que le prince mène depuis vingt ans sur les questions écologiques, sans bêtifier sur la « *nature* ». Pour lui, « *le problème réside dans notre conception de la vie, dans la façon dont nous avons séparé les choses du siècle de celles qui contiennent un élément de sacré* ». Et de critiquer une « *obsession de la démarche scientifique et rationnelle qui a tourné en ridicule l'autre aspect de notre humanité* » et qui produit dans nos sociétés une logique répressive. Quant à son combat contre l'urbanisme contemporain, le prince de Galles se défend d'être passéiste : « *je ne suis pas obsédé par les modes. Ce qui m'offusque dans la démarche moderniste, c'est qu'elle a renoncé à tout lien avec le passé, comme si le passé n'existait pas* ». Or « *si nous perdons notre mémoire, nous mourrons* ». Et c'est parce qu'il y a « *lien entre le passé et le futur* » que le prince apprécie l'Arche de la Défense et la Pyramide du Louvre - tout en avouant qu'il « perdrait la boule » s'il était obligé de vivre à la Défense...

Somme toute, conclut Anne Sinclair, le propre de la monarchie est la continuité et la Couronne britannique assure un lien permanent entre le passé, le présent et l'avenir. Juste conclusion...

Annette DELRANCK

Signalons que le livre du Prince Charles « Le Prince et la cité, un regard personnel sur l'architecture d'aujourd'hui » est paru en édition française. Prix franco 290 F.

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : A quoi sert un Prince héritier ? - p. 3 : Nonjour les vaches maigres ! - Orthographe - p. 4 : Chassé-croisé à la télé - L'Algérie coupe ses racines - p. 5 : Nation et propriété - p. 6/7 : Entretien avec Alexandre Paléologue - p. 8 : Services secrets - De Gaulle au présent - p. 9 : Le mouvement slavophile et la Russie de toujours - p. 10 : Aux marches de l'Empire - C'est dur d'être un héros - p. 11 : Action royaliste- p. 12 : Quelle mystique royale ?

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎(1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. paritaire 51700 - I68N 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (90 F), 6 mois (165 F), un an (240 F), de soutien (400F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: ..... Prénom: .....

Adresse: .....

.....

Profession: ..... Date de naissance .....

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

An nouveau

Bonjour les vaches maigres !

Tous les organismes de conjoncture sont d'accord : en 1991, l'économie française sombrera dans la léthargie. Certes, il ne s'agit là que de prévisions qui peuvent se révéler fausses en fonction de l'évolution de la crise du Golfe, celles-ci n'en demeurent pas moins significatives de l'état dans lequel se trouve l'économie mondiale.

Après plusieurs années d'euphorie relative, qui ont vu le Produit intérieur brut (PIB) augmenter de près de 4% en 1988 et 1989, 1990 vient de connaître un léger tassement (2,6% de croissance annuelle) sans commune mesure, cependant, avec l'esquisse de récession qui, selon l'INSEE et l'OFCE, frappera l'économie française en 1991 avec un taux de croissance du PIB de l'ordre de 2%.

Deux raisons essentielles à cela : la baisse de la production industrielle et la chute des investissements. En nette progression au cours des trois dernières années (10% en volume et en moyenne par an), l'investissement industriel pourrait, en 1991, n'augmenter que d'un seul petit point. Plus que le dénouement encore incertain de la crise du Golfe, lequel amène les industriels à différer leurs investissements, l'essoufflement que connaît actuellement l'économie mondiale semble davantage expliquer le pessimisme des chefs d'entreprises. En effet, pourquoi investir si l'accroissement de production induit par une augmentation des capacités de production, ne trouve pas de débouchés sur le marché ? Ceci est d'autant plus grave que, lors de l'élaboration du budget, le gouvernement avait tablé sur une augmentation de l'investissement de 7%. Une fois de plus, en fondant l'essentiel de sa politique économique sur l'aide aux entreprises dans leurs efforts d'investissement, au détriment de la politique salariale, le gouvernement a fait preuve de légèreté.

En conséquence, les mêmes prévisions prévoient une importante dégradation sur le marché de l'emploi. En effet, le chômage qui depuis 1987 ne cessait de diminuer en se maintenant toutefois aux alentours de 9%, va connaître une nouvelle augmentation. Déjà, Thomson-CSF, Philips, Bull, Renault et Michelin annoncent plusieurs milliers de licenciements. A la mi-91, l'INSEE prévoit la création de 130 000 emplois contre 290 000 en 1989.

Et nos gouvernants, à l'image de l'opinion, à partir du moment où elle n'est pas concernée, de considérer ce phénomène comme une fatalité. Comme le souligne Jean-Paul Fitoussi, économiste et président de l'OFCE, dans le numéro de *Libération* du 19 décembre, avec les années 80 et la « *révolution conservatrice* » on a vu le plein-emploi et la croissance, objectifs prioritaires des années 50, 60 et 70, disparaître au profit de la recherche à tout prix, des « *équilibres financiers* ». « *Le discours en vogue, vous le connaissez : il ne faudrait pas que la recherche de ces équilibres financiers entraîne un chômage trop élevé, mais s'il devait l'être... il faudrait s'en accommoder, c'est le prix de la vertu. Il y a donc une inversion radicale des priorités. Et la conséquence est paradoxale : on a disserté ces derniers mois sur la prospérité de l'économie française, alors que notre taux de chômage approchait les 9%* ».

Cette nouvelle orientation de l'économie mondiale, la France ne pouvait pas faire autrement que de s'y soumettre - toujours selon l'analyse de J.-P. Fitoussi - à cause de la mondialisation des marchés financiers. De ce fait, toute politique économique se voit aujourd'hui tributaire de la priorité accordée à la politique monétaire, au détriment par exemple de la politique budgétaire. Une illustration de ce phénomène nous est actuellement donnée par l'Allemagne qui pour financer l'unification a préféré augmenter ses taux intérêts plutôt que ses impôts et ainsi faire payer la réunification à ses partenaires.

Seule une nouvelle inversion de ce processus peut désormais sortir durablement l'économie mondiale de l'ornière dans laquelle elle est tombée.

Patrice LE ROUÉ

Guerre

Orthographe

Il en va de la réforme de l'orthographe comme de tant d'autres « chantiers » ouverts par Matignon. On veut être modeste et sérieux, on réunit des commissions pour obtenir un consensus, on s'emploie pendant des mois à rassurer tous ceux qui passent sans parvenir à éviter, en fin de compte, les incompréhensions, les colères et les affrontements.

Les responsables de la réforme plaideront bien sûr leur entière bonne foi. N'ont-ils pas réuni un groupe d'experts (linguistes et personnalités représentatives) placé auprès du délégué général à la Langue française ? Et les propositions du groupe n'ont-elles pas été acceptées par l'Académie française et par le Conseil supérieur de la Langue française ? Les formes ont en effet été respectées, mais l'ampleur des réactions montre que la méthode était illusoire, défaillante ou trompeuse.

Illusoire ? Invité à siéger parmi les experts, Bernard Pivot s'est aperçu que les vrais enjeux de la réforme n'étaient pas débattus en commission.

Défaillante ? La violente réaction du Syndicat des Correcteurs prouve qu'on n'a pas pris le soin de consulter ces indispensables ouvriers de la langue. Oubli, ou mépris...

Trompeuse ? Plusieurs académiciens qui ont, à tort ou à raison, l'impression d'avoir été floués, sont revenus sur leur vote

Au total un échec cinglant, qui aurait pu être évité si on avait fait ce qui était annoncé : une consultation effective et complète pour une suppression claire de quelques anomalies...

Y.L.

Note de la rédaction : les anomalies que vous pourriez remarquer dans les colonnes de *Royaliste* ne sont pas dues à l'application de la réforme, mais au départ de notre correcteur... On cherche un remplaçant.

Psychodrame

Chassé-croisé à la télé

Un échec avéré, un départ sans gloire, des embrouilles et un trou financier. Dans le service public, le feuilleton télévisuel reste d'une consternante médiocrité.

Lors de la cérémonie annuelle d'auto-glorification des media, Frédéric Mitterrand avait eu le geste nécessaire et libérateur, en déposant son « sept d'or » par terre, « là où est le service public ». On sait que Philippe Guilhaume, président commun des deux chaînes, ne s'en n'est pas relevé.

Sa démission signe son échec, qui rejaillit aussi sur Jean-Michel Gaillard, sympathique équilibriste qui s'était curieusement mué en comptable acharné : suppression des émissions de Frédéric Mitterrand, de Thierry Ardisson, de Claude Sérillon et aussi, ce qu'on ne sait pas, d'un « Beaumarchais » écrit par Frédéric Grendel et dont le tournage allait commencer (1). Politique suicidaire, puisqu'elle consistait à supprimer des émissions populaires et de qualité.

« Frédéric Mitterrand : un geste salutaire et libérateur »

Suicide donc, mais de qui ? Quelques semaines avant la démission de Philippe Guilhaume, on murmurait dans les milieux bien informés qu'une partie de billard était en cours, dont le perdant était déjà désigné. Il est vrai que, pour avoir la peau du président commun, chacun a mis du sien. Le gouvernement, qui n'a jamais accepté la nomination de Guilhaume par le C.S.A. en raison d'une embrouille dans les candidatures dont certains se sont fait, en haut lieu, une spécialité. Les syndicats de FR3, qui se sont mis en grève au bon moment. Et peut-être même le directeur général d'A2 qui ne pouvait ignorer le caractère provocateur de la suppression des meilleures émissions de la chaîne. Sans oublier les rumeurs sordides qui ont couru sur Philippe Guilhaume à l'automne... Sans aucun doute, sa démission a été obtenue dans des conditions indignes.

Et maintenant ? Un sauveur est arrivé, en la personne d'Hervé Bourges. Mais, quelles que soient les compétences et le talent de l'ancien président de TF1, il est clair que nous ne ferons pas l'économie d'une nouvelle réforme de la télévision. L'expérience des deux dernières années est concluante : le C.S.A. est dépourvu de légitimité et d'autorité, la procédure de nomination du président de la ou des chaînes est à revoir, le projet du service public de l'audiovisuel reste à définir. Que de gâchis en attendant...

Sylvie FERNOY

(1) mais on peut toujours lire ou relire le *Beaumarchais* de Frédéric Grendel, publié chez Flammarion en 1973.

Arabisation

L'Algérie coupe ses racines

En votant, à une forte majorité, une loi visant à l'arabisation forcée et rapide de la vie publique et universitaire, le Parlement d'Alger assume une lourde responsabilité. La première des victimes sera la jeunesse algérienne.

Qu'on le veuille ou non, un pays a une histoire et en raison de cette histoire, la langue française fait aujourd'hui partie du patrimoine culturel de l'Algérie. La loi sur l'arabisation est la marque d'une fuite en avant devant les exigences culturelles et religieuses (l'arabe est langue sacrée) des groupes de pression islamistes qui, étrangement d'ailleurs, parlent... anglais - la langue du grand Satan - quand ils ne s'expriment pas dans la langue du Prophète.

Cette loi, qui touche aussi l'économie et l'informatique, va jusqu'à viser les relations quotidiennes avec les artisans et les commerçants, qui ne pourront plus se faire en une autre langue que l'arabe sous peine d'amendes ou même de fermeture de magasins ou d'entreprises. La télévision et les publications propres des partis politiques sont également sous le joug de l'arabisation et menacés d'importantes sanctions en cas d'infraction.

L'arabe ne pourrait-il donc s'imposer en Algérie qu'à coups de... répression ? En fait, le français qui occupe une place de plus en plus importante dans les milieux culturels et politiques indépendants du pouvoir et opposés à l'intégrisme, n'est pas le seul visé. Le but de cette loi est d'oser à nouveau, mais avec plus de détermination qu'auparavant et sous la pression de l'islamisme, une « prise en main » culturelle des populations non arabes en particulier de l'importante communauté kabyle qui s'est toujours montrée réfractaire à l'arabisation. Hocine Aït Ahmed, dirigeant du Front des Forces Socialistes, très populaire chez les Berbères, ne s'y est pas trompé, qui a dénoncé cette loi « répressive » et « exclusive» de généralisation de la langue arabe. Le succès de la manifestation de protestation, organisée le 27 décembre à Alger, a montré que cette résistance avait un réel impact populaire.

D'autre part, l'arabisation forcée de l'université d'ici 1997, coupant l'Algérie de liens anciens avec les universités occidentales, va l'obliger de facto à un repli strict sur le seul univers islamique. C'est ce que veulent les intégristes au mépris des intérêts des étudiants algériens. Cette loi représente donc un grave danger, non tant pour le français qu'une simple mesure réglementaire ne saurait éradiquer, que pour la jeunesse algérienne, dont on veut ainsi mutiler le patrimoine culturel.

Axel TISSERAND

Est - Ouest

Nation et propriété

Golfe ou pas Golfe, 1991 sera l'année où l'on reviendra aux questions fondamentales sur les grandes structures du monde actuel : la nation et le droit de propriété, qui sont posées autant à l'ouest qu'à l'est.

A l'Est d'abord, à Moscou, on annonce deux référendums : l'un sur le traité d'union, l'autre sur la propriété privée de la terre. Acculé dans ses retranchements ultimes, Gorbatchev ne peut éluder le choix. A quoi s'oppose-t-il au plus profond de lui-même ? A la nation ou à la propriété, aux Baltes ou aux Koulaks ? Craint-il d'apparaître aux yeux de l'Histoire comme le bradeur de l'Empire ou le fossoyeur du socialisme ?

L'homme du Kremlin se souvient de l'homme de Stavropol, de l'agriculture collective. Il veut l'union mais il ne veut pas de la propriété privée de la terre. Or l'une ne va pas sans l'autre. L'indépendance ne servirait à rien si c'était pour répéter dans les républiques les mêmes contrôles étatiques et redonner aux mêmes managers de la Nomenklatura la gestion des entreprises. Elle ne vaut que si elle permet de créer des unités petites et moyennes, faire repartir la machine économique là où des forces vives existent encore, dans les communautés de base chères à Soljénitsyne ou quelques pôles de développement plus occidentalisés comme dans les pays baltes par exemple ou certaines zones de la Russie (jusqu'à Vladivostok). La privatisation est improprement appelée dénationalisation au lieu qu'elle est une désétatisation, laquelle suppose souvent une renationalisation préalable). Les revendications nationales se sont exacerbées dans la conviction que la Perestroïka n'irait pas jusqu'au bout des réformes, jusqu'au droit de propriété. Qui veut l'union vraie entre les républiques de l'URSS devait vouloir cette liberté sans laquelle elle n'a pas de sens. On risque de n'avoir ni l'une ni l'autre.

La question du droit de propriété oppose traditionnellement capitalisme et communisme. Mais il ne faut pas renverser l'ordre des facteurs : la question est posée au sein du capitalisme. Les difficultés rencontrées dans la «sortie du socialisme», comme d'ailleurs les échecs du développement dans le tiers monde, interpellent le capitalisme. Ce dernier n'a pas gagné car il ne se réduit pas à l'anticommunisme. Le communisme était un anticapitalisme et non l'inverse. Des foules croient le contraire à l'Est et se précipitent vers une caricature (Tyminski par exemple en Pologne), l'argent facile, des OPA et des junkies, qui fut effectivement l'image que donna trop souvent de lui-même le capitalisme des années 80. Mais celle-ci avait commencé de s'ébouler avant même le mur de Berlin.

La différence entre les deux systèmes est en effet que l'un est un bloc qui s'est effondré d'un seul coup tandis que l'autre s'éboule tous les jours. Il connaît des krachs mais c'est ainsi qu'il fonctionne et se corrige. Or de quoi s'agit-il dans la présente crise qui marquera l'année nouvelle ? Un capitalisme abusivement dit «socialisé», devenu de plus en plus institutionnel, le capital appartenant à une multitude d'actionnaires, c'est-à-dire à des Compagnies d'assurance, des caisses d'épargne, des banques de dépôt souvent nationalisées (même sans le dire, aux Etats-Unis) la gestion livrée à des managers, fonctionnaires ou quasi-tels, indépendants des propriétaires et des actionnaires, est en train de redescendre sur terre et redécouvre, derrière les mots abstraits et les techniques combinatoires, que son édifice repose concrètement sur la propriété, à commencer par la plus visible, la propriété foncière. Le cas le plus spectaculaire étant le Japon. Car il existe plusieurs variétés de capitalisme qui se sont imposées principalement ici ou là en fonction de certaines traditions nationales. La forme américaine, plus «liquide», axée sur l'usage (crédit, bail), s'oppose ainsi à la forme japonaise (allemande aussi), plus «réelle», privilégiant la propriété. Tout en faisant la part de la spéculation, comment expliquer que la valeur foncière de la totalité du Japon serait quatre fois supérieure à celle des Etats-Unis dont la superficie lui est 25 fois supérieure ? L'uniformisation du capitalisme a, semble-t-il, été trop loin. Le Japon qui s'est trop rapproché du modèle américain tend à se renationaliser au prix de réajustement plutôt brutaux. Les Etats-Unis sont contraints de faire de même avec la faillite des «institutionnels».

Finalement, référendum ici, loi du marché là, nation et propriété progressent chacune à proportion de l'autre. Il n'est en effet plus possible de se dissimuler derrière une compétition entre systèmes à coup de performances du PNB. En termes d'économie-monde, la croissance redevient celle des acteurs, du coup renationalisés, reterritorialisés, à tel point que l'on évoque de nouvelles comptabilités nationales, intégrant notamment les résultats des firmes nationales à l'étranger et des firmes étrangères implantées sur place, plus appropriées pour mesurer la «richesse des nations» d'Adam Smith.

Yves LA MARCK

Entretien

Alexandre Paléologue

Roumanie : la voie royale

Alors que le gouvernement roumain vient de donner une nouvelle preuve de son intolérance en expulsant le roi Michel de son pays le jour de Noël, nous sommes heureux d'accueillir M. Alexandre Paléologue, qui fut le premier ambassadeur de la Roumanie après la révolution de décembre 1989 et qui n'a cessé d'affirmer sa fidélité au roi exilé.

● **Royaliste : Monsieur l'Ambassadeur, quel itinéraire vous a conduit à devenir, quelques mois durant, le représentant de votre pays en France?**

A. Paléologue : Dans ma première jeunesse, j'avais souhaité devenir un jour ambassadeur à Paris, qui est pour un Roumain, l'image même de l'Europe et de la culture. En 1946, j'ai réussi un concours d'admission aux Affaires étrangères et je suis devenu attaché de légation. Mais les communistes ont pris le pouvoir et tous les diplomates ont été balayés. J'ai donc connu une toute autre vie que celle que j'envisageais: j'ai été modèle à l'école des Beaux-Arts, chercheur en histoire de l'art, j'ai aussi travaillé sur des chantiers de construction, ce qui a donné les résultats les plus cocasses. J'ai connu six années de clandestinité, puis j'ai pu reprendre des activités normales à la faveur d'une période de dégel ; mais il y a eu un nouveau durcissement, et j'ai fait cinq ans de prison. La carrière diplomatique ne me tentait plus. Opposant à Ceausescu, assigné à résidence, j'écrivais mes mémoires quand j'ai été convoqué aux Affaires étrangères après la révolution : on m'a proposé d'être ambassadeur à Paris, en me donnant comme mission de rétablir l'image de la Roumanie. J'ai accepté et je suis arrivé à Paris fin janvier 1990.

● **Royaliste : Comment avez-vous conçu votre mission diplomatique ?**

A. Paléologue : J'ai tout fait pour détruire l'image compromettante et catastrophique que le pouvoir donnait de la Roumanie. Après la révolution populaire de décembre 1989, il y a eu usurpation du pouvoir et l'image de la Roumanie a été détériorée en peu de temps aux yeux de l'opinion mondiale. J'ai fait ce que j'ai pu pour contrecarrer les effets de cette conduite mal inspirée et stupide avant qu'elle ne devienne criminelle. Comme ambassadeur de Roumanie en France j'ai dit l'opinion que j'avais de ce pouvoir, au début avec une certaine modération car j'étais parmi ceux qui accordaient un certain crédit à la nouvelle équipe. Mais celle-ci singeait la démocratie, provoquait des violences nationalistes et xénophobes, entretenait un esprit d'intolérance et de calomnie. Il est vrai que le nouveau gouvernement a nommé quelques opposants connus à Ceausescu, mais il n'a jamais retiré leur pouvoir aux tenants de l'ancien système tyrannique. J'en suis donc venu à formuler des jugements radicalement hostiles au pouvoir en place. On m'a fait remarquer que ce n'était pas la conduite normale d'un ambassadeur. Je reconnais que c'est là une innovation mais je ne conçois pas la diplomatie comme l'art du mensonge. Au moins dans certains moments de l'histoire, la seule diplomatie qui vaille consiste à dire exactement la vérité.

● **Royaliste : Dès lors, pourquoi ne pas avoir démissionné ?**

A. Paléologue : C'est que je me croyais d'autant plus utile à ce poste que le gouvernement se conduisait de plus en plus mal. J'ai donc attendu que le gouvernement décide de me démettre, sans modifier ma conduite et en contraire en la renforçant. Lorsque j'ai été rappelé à Bucarest « pour consultation » en avril 1990, j'ai eu un entretien de trois heures avec le chef de l'Etat au cours duquel je lui ai assené un certain nombre de vérités sur le ton le plus cordial possible - d'où il résultait de façon implicite mais cependant évidente que je le tenais pour un imbécile, pour un menteur - pas encore pour un criminel puisque la fameuse et sanglante descente des « mineurs » sur Bucarest n'avait pas encore eu lieu. J'ai eu le bonheur d'être démis quelques jours avant ces sinistres événements. Il est d'ailleurs inouï qu'un gouvernement puisse ameuter une partie de la société contre une autre partie, et créer ainsi un fossé très profond - notamment entre la classe ouvrière et les intellectuels.

Après ma révocation, je ne suis pas rentré dans mon pays et je me suis dit que je pouvais désormais assumer pleinement ma charge de représentant de mon pays et continuer à lutter contre l'impression désastreuse produite par les agissements du pouvoir en place.

● **Royaliste : D'où ces « Souvenirs merveilleux d'un ambassadeur des Golans » (1) que vous venez de publier...**

A. Paléologue : J'ai d'abord voulu faire un rapport sur mes quatre mois d'ambassade, j'en ai parlé à des amis journalistes et j'ai senti le besoin d'évoquer pour le lecteur français la forme de la société roumaine quand c'était encore une société normale.

J'avais en effet vingt ans en 1939. J'avais donc pu connaître la société roumaine libérale, dans laquelle se développaient les aspects classiques de la société européenne. Il y a ainsi des souvenirs d'enfance et de jeunesse, j'évoque ma vie au début de la dictature, les années de clandestinité et de prison. Ce n'est pas un livre de politique, mais de littérature, au sens où *L'Archipel du Goulag* est une œuvre littéraire - même s'il est présomptueux de se comparer à Soljenitsyne.

● **Royaliste : C'est aussi le livre d'un royaliste convaincu....**

A. Paléologue : En effet. Nous sommes en train de nous débarrasser de l'idée que la monarchie serait une institution surannée, peu compatible avec la démocratie. Je pense que la monarchie ne peut se penser sans référence au droit divin (2) mais justement nous sommes en train de délaisser le vieux matérialisme puisque nous savons que la matière est quelque chose de mystérieux, que chaque objet, chaque paysage de la nature, de la société ou de l'art est une épiphanie du divin. Donc les idées, les attitudes, les actions qui sont inspirées par une philosophie plus ou moins compatible avec un engagement religieux ne sont plus considérées comme étant « dépassées ». Il n'y a pas de dépassement. L'idée de royauté se maintient depuis des millénaires et fait aujourd'hui ses preuves comme garantie, meilleure que tout autre, pour le bon fonctionnement d'une démocratie et d'une justice sociale. Elle tient compte, davantage que le matérialisme dialectique par exemple, de tout ce qui est humain, de toutes les données ineffables qui constituent ce mystère qu'est l'homme. C'est dire que je refuse la subordination de l'individu au collectif, que je crois à la nécessité d'une société civile qui ne se réduise pas à la technique : pour qu'il y ait civilisation, il faut qu'il y ait un droit civil faisant la distinction primordiale entre biens et personnes. Traiter les personnes comme des biens nous conduit à la barbarie ; là où les personnes sont considérées comme des entités irremplaçables et non interchangeables, avec leur valeur infinie, nous sommes dans la civilisation - même si la technique est arriérée. Or je constate que les pays qui sont en monarchie - du moins en Europe - sont ceux dans lesquels on rencontre une démocratie qui fonctionne pour le mieux.

L'exemple du roi d'Espagne est à cet égard de plus en plus convaincant - malgré les difficultés du début de son règne puisqu'il tenait sa couronne d'un dictateur et qu'il n'était pas le premier dans l'ordre de succession. Mais comme le dit un historien italien (Guiglielmo Ferrero) tout régime, tout Etat s'instaure par un acte arbitraire et gagne la légitimité par la durée à condition que cette durée ne soit pas interrompue par le mensonge. Nous voyons à quel point les régimes totalitaires et les dictatures, qui se sont maintenus principalement par le mensonge, imposé par la violence, sont illégitimes. Cette absence de légitimité se vérifie encore, malheureusement, dans mon pays puisque la présidence de la République actuellement occupée par M. Illescu n'a aucune base constitutionnelle. Certes, un régime qui ne mentirait pas est peut-être utopique - il y a toujours la raison d'Etat - mais il est clair que seule la vérité non dissimulée est de nature à assurer à un régime sa durée.

● **Royaliste : La royauté est-elle une solution possible pour la Roumanie ?**

A. Paléologue : Pour un pays comme le mien, il n'y a qu'une seule voie qui puisse nous mettre au même niveau que les grandes nations - c'est la royauté. J'éprouve une très vive admiration pour le roi Michel. D'abord pour sa grande modestie, et pour sa timidité qui cache beaucoup d'intelligence et de culture, pour la vie très digne qu'il a menée en exil. Certes, ce n'est pas un discoureur, mais c'est une qualité pour un roi : un roi orateur est une chose impensable et même ridicule - surtout s'il est doué !

Au moment de la révolution, le roi était pratiquement inconnu d'une grande partie de la population : ceux qui ont grandi sous la dictature n'avaient aucun souvenir de la monarchie et on leur avait dit que le roi Michel était un nigaud qui ne savait même pas s'exprimer convenablement. Personne ne songeait donc à une restauration. Mais le gouvernement roumain, comme vous le savez, a refusé que le roi vienne passer les fêtes de Pâques en Roumanie. Ce qui a provoqué la création du courant royaliste roumain.

D'abord assez faible, ce courant s'est rapidement développé dans les mois qui ont suivi à la faveur de plusieurs circonstances, et notamment d'une interview diffusée à la télévision roumaine, d'abord à une heure tardive puis, à la suite de très nombreuses demandes, à une heure plus acceptable. Le public a pu alors constater que le roi Michel parle un excellent roumain, qu'il a la réplique juste, qu'il ne manque pas d'esprit, et que visiblement c'est un homme de bonne foi et courageux. Les Roumains ont découvert à cette occasion le courage du roi face aux Allemands puis face aux Soviétiques... D'autre part, de jeunes intellectuels, qui écrivent dans la revue *Vingt-deux* (en souvenir du 22 décembre) ont écrit des articles de plus en plus favorables au roi Michel, leurs idées se sont diffusées et on constate que le courant royaliste touche aujourd'hui non seulement la jeunesse intellectuelle mais de plus en plus de citoyens qui se rendent compte que la seule solution pratique, qui pourrait inspirer confiance aux puissances et aux investisseurs étrangers, serait la présence du roi Michel.

En ce qui concerne la question de la succession, vous savez que le roi a deux filles, les princesses Marguerite et Sophie. Le fait est que dans l'histoire des principautés roumaines, des femmes ont été régentes, mais aucune n'a été souveraine. La monarchie établie en 1866 avait prévu dans la constitution que la succession serait en ligne masculine. Mais, à l'époque, les femmes n'avaient pas de droits politiques. Et je ne vois pas pourquoi, aujourd'hui, on n'élargirait pas aux filles du roi les lois politiques appliquées à toutes les femmes du royaume.

● **Royaliste : La royauté pourrait-elle apaiser les passions entre les peuples qui constituent la Roumanie ?**

A. Paléologue : La compréhension mutuelle et la tolérance sont indispensables. On a ameuté des populations les unes contre les autres, on a attisé des passions qui n'étaient pas à ce point violentes, contre les Tziganes agressés de façon intolérable à la mi-juin, et contre les populations hongroises. Il y a pourtant la possibilité et l'agrément d'une vie commune pour les peuples et pour les religions différentes dans un même pays. Pour retrouver cette compréhension, il ne faut pas que le pouvoir divise pour régner. La royauté n'a pas besoin de pratiquer cette politique : en Roumanie la royauté a été, en général, une garantie pour les différentes communautés. Elle peut à nouveau jouer ce rôle.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

« Alexandre Paléologue aux côtés de Bertrand Renouvin lors d'un « Mercredi de la N.A.R. »

(1) aux éditions Balland. Prix franco 100 F.
(2) Ce point a fait l'objet d'un long débat que nous regrettons de ne pouvoir publier faute de place.

Polar

Services secrets

A l'époque où les attentats terroristes se multipliaient sur le territoire national et où les otages Français du Liban devenaient un enjeu politique, il n'était pas toujours bon de précéder le mouvement. Daniel Burdan, inspecteur à la D.S.T. aimait pourtant prendre l'initiative. Ses chefs en prirent ombrage et tentèrent de le « casser ». Pour se protéger - et protéger son honneur - Daniel Burdan sera finalement amené à raconter son expérience au travers d'un livre qui rappelle ses neuf années à la division antiterroriste de la D.S.T.

Ce qu'il raconte est parfaitement attristant. D'une part sur le fonctionnement des services, souvent inadapté : au cours des années 80, par exemple, la D.S.T. se trouve totalement démunie face aux terroristes proche-orientaux, faute d'infiltration préalable des milieux arabes. Seul le hasard lui permet de réaliser quelques coups. D'autre part, sur le lamentable effet de la guerre des polices - DST, DGSE et cellule antiterroriste de l'Elysée, voire la Gendarmerie - et de celui des rivalités politiques gauche-droite, non seulement chez les fonctionnaires de police, mais aussi au niveau des plus hautes autorités de l'Etat, particulièrement au moment de la cohabitation.

Nos services secrets ne devraient-ils pas se situer au-dessus des partis, travaillant dans la durée, la continuité et dans la fidélité aux intérêts du pays ? En deçà de cette question éminemment politique, il convient de préciser que les souvenirs de Daniel Burdan se révèlent passionnants... comme un roman d'espionnage.

Christian MORY

Daniel Burdan - *DST, neuf ans à la division antiterroriste* - Robert Laffont - Prix franco 112 F

Empreinte

De Gaulle au présent

Le « Tout le monde fut, est ou sera gaulliste » n'est pas qu'une boutade du Général. Que cela plaise ou non, la vision gaullienne est devenue en France le pôle ou, si l'on préfère, le critère de vérification du légitimisme politique.

Mais comme l'ont encore démontré les récentes «Journées » consacrées à « De Gaulle et son siècle » (1), cette référence s'expose à devenir un salmigondis d'où chacun tirerait ce qui l'arrange... Les gardiens de la mémoire peuvent conserver pieusement les traces de Charles de Gaulle, le RPR y puiser à l'encan ses justifications opportunes, la gauche la plus hostile à son ancienne pratique y retrouver le sillon du républicanisme le plus héréditaire, et nous autres royalistes l'amorce de la synthèse historique des traditions françaises, il en est du trésor gaullien comme d'une maison de famille : la partager sans accepter d'y vivre ensemble, c'est la détruire. S'en arroger l'exclusive, c'est en dilapider le prix.

La seule autorité convaincante pour le juger serait finalement la cohérence que l'histoire amène à reconnaître entre son long terme, la trajectoire d'un homme, et les fruits récoltés de son action. Encore faut-il que ce témoignage passe par l'expérience vitale de gens qui ont trouvé, dans la rencontre avec le Général, une révélation de leur propre destin et les promesses d'avenir qui en découlent.

Jean Charbonnel est un de ces témoins. Son *De Gaulle au présent* a, entre autres mérites, celui de rendre compte de l'aventure gaullienne comme d'un patrimoine commun, et de montrer par quelle révélation de perspectives elle féconda sa propre vie et n'a pas fini de la guider en politique.

S'il en brosse à grands traits l'histoire, c'est aussi pour expliquer la concordance qui permit au jeune homme qu'il était de reconnaître en de Gaulle et à travers lui une certaine façon d'entrer dans la continuité du «projet sur la France » qui, du legs capétien à la Révolution, trace la ligne de crête de ce qu'on pourrait nommer « le grand service français».

Plutôt que d'héroïser le personnage comme s'il était surgi ex-nihilo d'un empyrée patriotique, il s'attache à montrer avec un enthousiasme aussi vibrant qu'au premier jour, que le « providentiel », en lui, tient en son insertion, voire en sa soumission plus ou moins réussie à ce que la Providence exigeait. Loin de flatter le sujet, il ose en énumérer les faiblesses et les manques, les rendez-vous tenus et les manqués, les fautes de jugement et les intuitions fulgurantes. Et le bilan qu'il en tire est moins rétrospectif qu'immédiatement applicable à l'action.

En effet, il n'est pas aventuré de supposer que l'œuvre de mémoire de ce militant et ancien ministre gaulliste, député-maire de Brive, prend tout son sens dans la nécessaire révision politique qui l'engagea récemment à rompre ses attaches au parti chiraquiste, pour qui le gaullisme avait dégénéré en rituel totémique désarticulé de toute réflexion, et à adhérer par « France unie » à la majorité présidentielle de François Mitterrand. Depuis longtemps en marge du R.P.R., il conte ses tentatives pour y ranimer les valeurs de rassemblement dont il se réclamait, et brosse un portrait lucide de la façon dont le néo-pompidolisme de son confrère corrézien entraîna définitivement à droite avec « un style à la fois populiste et autoritaire, dans la plus mauvaise tradition de ce qu'avait été le R.P.F. », ce qui n'était plus guère qu'un « gaullisme rétréci ».

Dans la même période, paradoxalement, l'héritage s'est diffusé dans le corps politique. Il a mis à mal dans le Programme commun de la Gauche la plupart des présupposés hostiles aux institutions, imposé la nécessité d'une défense nationale dissuasive, et réconcilié autour de François Mitterrand le conflit jusqu'ici irréductible entre les aspirations démocratiques et le principe d'autorité du Président.

Ce constat, si proche du nôtre et débouchant sur des conclusions que nous avons nous-mêmes anticipées voilà dix ans, dessine évidemment une convergence de perspectives. Elle pourrait paraître circonstancielle et fragile si elle ne se fondait au départ sur un acte de foi solidement étayé et qui nous touche.

Quand Jean Charbonnel évoque sa sensibilité d'adolescent à « la vraie tradition de nos rois, dure aux puissants, indulgente aux faibles », quand il nous reconduit à ses sources : Péguy et Bernanos, quand il lit chez de Gaulle ses profondes attaches monarchistes, et confirme l'intérêt qu'il porta au Comte de Paris et aux siens comme légitimes héritiers de la Maison de France, quand il cite les noms de Michelet et de Jacques Renouvin et en fait des repères du combat pour la France, il donne les coordonnées de ses sources, et des nôtres.

Il n'est pas si fréquent d'entendre sincèrement parler ce langage-là.

Luc de GOUSTINE

Jean Charbonnel : *De Gaulle au présent* - Flammarion - 372 p. - Prix franco 142 F.
(1) Voir Royaliste 547 : « De Gaulle, la France et le roi ».

Le mouvement slavophile et la Russie de toujours

© Gérard Leclerc.

A l'heure où tout paraît incertain dans le destin de l'Union soviétique, il n'est pas superflu d'interroger d'interroger le passé pour discerner quelques points de repère. La livre que le Père François Rouleau vient de consacrer à Ivan Kirelevski et la naissance du slavophile peut nous y aider parce que son objet s'identifie avec un courant ineffaçable dans la conscience russe. Le public cultivé en ignore à peu près tout, malgré ce que lui doit un Dostoëïvski. L'analyse fine et nuancée qui nous est donnée à travers la figure de son initiateur, Ivan Kirelevski, permet d'en comprendre toutes les données et l'actualité. Le point de départ est paradoxal. En effet, le mouvement slavophile qui opposera de façon si absolue la Russie et l'Europe prend naissance dans un pays étonnamment ouvert aux influences des différentes nations européennes. N'est-ce pas à travers l'idéalisme allemand, celui d'un Schelling, que le mouvement prendra conscience de lui-même. Il ne sera pas sans parenté avec le traditionalisme français d'un de Maistre et d'un Ballanche. Et c'est chez le polonais Mickiewicz que les slavophiles trouveront la thématique de la nation messie.

Mais avant même que ces influences se conjuguent dans une même réaction intellectuelle, on peut dire que la Russie du début du XIXème siècle a engendré *«un homme européen»*. «Parce que son éducation a été à la fois russe, allemande, française, anglaise, un Russe de cette époque pense européen». On trouve cette conviction chez un Kirelevski, qui dans une première époque ne conçoit pas de culture isolée. Bien au contraire, chacune d'elle se mesurerait à la participation d'un peuple à la culture de l'humanité, *«à la place qu'il occupe dans la marche générale du développement humain»*. Il est vrai que cette conscience universaliste s'allie aussi à un très profond patriotisme russe. C'est celui-ci qui amène des esprits différents à se poser d'une façon obsessionnelle le problème des rapports entre la Russie et l'Europe. Pour les uns, les occidentalistes, il n'y aura de solution au retard que leur pays enregistré par rapport aux nations de l'Ouest, malgré la victoire sur Napoléon, que par une totale ouverture à l'Occident. Les autres voudront au contraire, de plus en plus cultiver la spécificité russe.

C'est le cas de Kirelevski qui évolue de plus en plus vers une nouvelle vision marquée par une conception pessimiste d'un Occident rationaliste et corrupteur qui détourne les peuples de leur tradition et de leur foi. Et puis le débat général va imposer à chacun de répondre nettement à la question posée par un Tchaadiev se livrant à une critique radicale de la Russie et opposant ceux qui discernent la réalité, si cruelle soit-elle, et ceux qui préfèrent rêver aux profondeurs et aux immensités russes. Occidentalistes et slavophiles vont ainsi s'opposer, au nom d'un même patriotisme, sans d'ailleurs que leur querelle tourne vraiment à la lutte civile. Ils sont plus frères qu'ennemis, passionnés par les idées, rebelles à un même conservatisme, recherchant une voie nouvelle.

Le Père François Rouleau oppose au mouvement politique réactionnaire incarné par Nicolas Ier le mouvement de pensée slavophile : *«Il s'agit d'un groupe d'amis qui veulent travailler à l'éclosion d'une culture russe, dans la fidélité à la tradition nationale et religieuse la plus pure, c'est-à-dire dans le respect des formes sociales et politiques libérales de l'ancienne Russie»*. Cette tradition se trouve incarnée dans le peuple où se trouvent les germes de la résurrection parce qu'il est resté fidèle à sa foi. De là une mise en valeur du peuple qui doit regagner ses libertés sur l'Etat. L'idéal d'une société démocratique parfaite se dessine avec une saveur utopiste et anarchiste, non pas au sens individualiste mais communautaire. On retrouve ici des traits ressemblants avec le traditionalisme français dans un refus commun de l'individualisme et du rationalisme, c'est-à-dire *«la doctrine qui dédaigne la tradition, l'héritage collectif que la vie du peuple permet de transmettre et qu'elle est seule à pouvoir transmettre»*.

L'élément religieux est considérable dans le mouvement. Pour Kirievski, la découverte, grâce à son épouse, de la patristique grecque et de la tradition spirituelle orthodoxe constituera une étape fondamentale de son évolution. Cependant, le Père Rouleau note une ambiguïté : si les slavophiles sont des chrétiens sincères, ils sont aussi très marqués par le romantisme et le gnosticisme dont la maçonnerie russe s'est faite la propagandiste active. Lorsque le religieux et le national s'identifient en plus, on atteint à une exaspération des passions et à un durcissement des positions intellectuelles, avec l'exaltation du pôle oriental et la diabolisation du pôle occidental. Tout prend une proportion mythique. Dans une approche synthétique, Alexandre Koyré pouvait définir le mouvement slavophile comme un *«amalgame curieux de philosophie romantique, de patriotisme moscovite, de nationalisme religieux et d'utopisme archéologique»*. On ne saurait toutefois lui dénier une fécondité certaine dans l'ordre de la philosophie et celui de la littérature en contraste avec une certaine stérilité du courant occidentaliste.

Reste à percevoir l'actualité du mouvement slavophile et sa signification politique présente. D'une façon générale, le Père Rouleau remarque qu'il est exemplaire des réactions de défense d'une société traditionnelle sous l'emprise de la civilisation occidentale. Cela est vrai aussi bien du Japon d'après le Meiji, de l'Afrique et de l'Amérique latine ou de la Kanakie. En ce qui concerne l'absolutisation du pôle oriental chrétien ou slave, on observe bien des résurgences de l'intransigeance slavophile dans les critiques acerbes que provoque la formule de Jean-Paul II selon laquelle le christianisme doit respirer de ses deux poumons. Le poumon occidental est toujours disqualifié pour son rationalisme et son juridisme, ce qui relève d'une vérité historique sommaire et caricaturale. Reste le problème politique contemporain dans ce qu'il a de plus critique. L'affirmation d'une supériorité russe continuera-t-elle, selon le grief des occidentalistes, à couper la Russie de l'universel ? Alain Besançon dans la courte préface du livre va jusqu'à attribuer un élément commun au slavophilisme et au communisme : *«la négation orgueilleuse de l'évidence empirique et l'aplomb pour affirmer présente, actuelle, déjà là, une réalité imaginaire»*. Cela rejoint l'hostilité commune des deux mouvements au libéralisme qui est recherche des équilibres par la négociation permanente. Mais aujourd'hui que le communisme se décompose ? Il ne s'agit pas d'accorder une importance trop grande à des mouvements extrémistes que les consultations électorales ne font pas sortir de la marginalité. Mais il est vrai que le problème de l'appartenance plénière de l'Union soviétique à l'Europe demeure posée avec la signification réelle de la fameuse maison commune. Est-il possible d'envisager une telle maison, vraiment ouverte à tous, accueillant les héritages dans un échange fraternel et fructueux ?

Gérard LECLERC

François Rouleau : *Yvan Kitrivski et la naissance du slavophilisme, culture et vérité*, Diffusion Brépols.

Périégèse

Aux marches de l'Empire

Pour comprendre l'histoire ancienne et celle qui se fait, un utile recueil d'études sur les nationalités dans ce qui est, ou fut, l'Union soviétique.

Lors qu'un empire décline, se désagrège ou se retire, les peuples et les nations qu'il avait soumis réaffirment haut et fort leur identité et leur volonté d'indépendance. Malgré la violence idéologique qu'elle a exercée, malgré la répression des différences sociales et des expressions nationales, la Russie n'échappe pas à celle vieille règle.

Nous voici donc obligés, pour comprendre les enjeux de cette fin de siècle, d'apprendre ou de réapprendre une partie de notre géographie en même temps que l'histoire de nombreux peuples oubliés. Pour nous y aider la revue Hérodote, tout entière consacrée à la géographie et à la géopolitique, a publié voici quelques mois un numéro sur ces « marches » de la Russie aujourd'hui secouées par de violents conflits (1).

Si nous suivons et comprenons sans trop de peine les événements qui se déroulent dans ce qu'on appelle encore les « pays de l'Est », nous oublions trop souvent les Etats baltes, dont l'histoire tragique est décrite par Hervé Coutau-Bégarie, et nous avons tendance à sous-estimer la force du mouvement national ukrainien. Quant aux marches asiatiques, c'est à une découverte que nous convient Stéphane Yérasimos («Caucase, la grande mêlée, 1914-1921 »), Ariel Kyrou (« Le Haut-Karabagh, vu du côté Azerbaïdjan»), Taline Ter-Minassian « les développements du drame en Arménie »), Charles Urjewicz (« La Géorgie à la croisée des chemins ») et plusieurs autres spécialistes qui publient dans *Hérodote* des études sur la Moldavie, l'Ouzbékistan et sur les mouvements nationaux démocratiques en Union soviétique.

Souvenirs des guerres passées, rivalités nationales et conflits ethniques, différences religieuses, solidarités transnationales, volontés de sécession ou de rattachement, haine de la russification et de ses agents : on ne saurait imaginer écheveau plus embrouillé de conflits, qu'un pouvoir central affaibli a de plus en plus de mal à contrôler et à maîtriser.

Ces descriptions précises, illustrées de cartes lisibles, permettent d'éviter le jeu hasardeux des prophéties. Voici, daté d'un an, un état des lieux. Il était important de l'établir.

Jacques BLANGY

(1) Revue *Hérodote* (n° 54-55) : « Les Marches de la Russie » - Prix franco 170 F.

Intrigué par la N.A.R. ?

Interrogez-nous grâce à notre service minitel

36 15 AGIR * NAR

Iconoclaste

C'est dur d'être un héros

Plus que le film lui-même, l'intérêt d'*Uranus* réside dans ce qui a pu pousser Claude Berry, à porter aujourd'hui à l'écran le pamphlet anticommuniste écrit par Marcel Aymé au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Uranus, planète sombre et glacée aux confins de l'univers. C'est l'image qu'emploie Watrin professeur de français épicurien pour décrire ses états d'âme, dès que la nuit envahit la chambre où il a trouvé refuge depuis qu'un bombardement a détruit sa demeure et emporté sa femme. *Uranus* ce pourrait être aussi la France vue par Marcel Aymé, au sortir de la guerre de 1939-45 : un pays ravagé par la guerre et où les habitants passent leur temps à s'entre-déchirer.

Pour décrire le climat qui règne sur cette étrange planète, Marcel Aymé a donné vie à une dizaine de personnage qu'il a voulu, sinon caricaturaux, du moins représentatifs de la France profonde en cette période trouble et les a implantés dans une petite ville de province. Parmi eux trois communistes revanchards (un intellectuel malhonnête et sectaire, un fonctionnaire opportuniste résistant de la onzième heure et Gaigneux prolétaire qui ne jure que par le Parti), un collaborateur en cavale, un cafetier alcoolique et poète à ses heures, un professeur de français, un ingénieur ex-maréchaliste et sa petite famille, un commerçant qui a fait fortune pendant la guerre grâce au marché noir et qui a des accointances à Paris dans le gouvernement. Dans son roman, Marcel Aymé règle ses comptes avec les communistes et nous montre tout ce petit monde prêt à s'écraser devant l'arrogance des militants du « Parti des fusillés » comme il l'avait fait, cinq ans durant face aux occupants allemands. Le seul qui résiste à cette soumission n'est pas le plus courageux mais le plus inconscient.

L'adaptation cinématographique de Claude Berry est fidèle à la lettre et à l'esprit de Marcel Aymé. La seule modification notable est dans le personnage de Gaigneux que le cinéaste, contrairement au romancier, a voulu positif et honnête. L'interprétation est remarquable et les craintes que l'on pouvait avoir de voir tous ces acteurs cabotins en rajouter dans le registre outrancier, disparaît dès les premiers plans, tant leur jeu est juste. Autre qualité, si rare dans le cinéma français actuel, qu'elle mérite d'être soulignée : les seconds rôles existent et ne servent pas uniquement de faire valoir. C'est peut-être aussi cela qui rend crédible le film et les personnages, si proches pourtant de la caricature.

Film sans héros, film sans aucun personnage auquel puisse s'identifier le spectateur, *Uranus* c'est la Libération vue par le petit bout de la lorgnette. D'où la question que l'on peut légitimement poser à Claude Berry sur ses intentions profondes. Et s'il ne fallait pas voir dans ce film une simple affaire franco-française, nouveau débat sur les excès de la Libération ? Et s'il s'agissait d'une illustration de ce qui se passe dans tous les pays lorsque, pour exorciser son apathie et se pardonner à lui-même sa soumission, un peuple libéré se lance à la recherche de boucs émissaires ? Dès lors, plaquée à l'actualité roumaine, hongroise ou allemande (versant est), cette adaptation trouve tout son sens.

Nicolas PALUMBO

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

• **Mercredi 9 janvier** - Pourquoi la France a-t-elle été battue en 1940 ? Les raisons simplistes toujours avancées ne permettent pas de comprendre cette « étrange défaite ». Témoin de cet effondrement, **Jean-Louis CREMIEUX-BRILHAC** a repris l'ensemble de la question, qui touche à la politique et à l'organisation industrielle, aux mentalités et à la stratégie militaire... Le résultat de cette recherche passionnante et décisive se trouve dans les deux tomes des « **Français de l'An 40** », dont l'auteur nous livrera les conclusions.

• **Mercredi 16 janvier** - Professeur agrégé de sciences politiques à l'Université d'Amiens, **Raphaël DRAI** nous fit naguère une conférence remarquable sur « La royauté dans la tradition biblique ». Il revient pour nous présenter son livre « **La communication prophétique** » troisième volet d'une réflexion sur l'éthique et la politique à partir du texte biblique.

• **Mercredi 22 janvier** - A l'occasion des Journées internationales sur « De Gaulle et son siècle », **Lucien JAUME,** directeur de recherches au CNRS, avait présenté une très intéressante communication sur « De Gaulle dans l'histoire de la souveraineté française ». Afin d'approfondir une question qui concerne tout particulièrement les royalistes, Lucien Jaume a accepté de nous présenter ses réflexions sur « **De Gaulle, la République et la monarchie** ».

SOUSCRIPTION

Nos amis les plus fidèles savent bien que les difficultés financières restent au premier rang de nos préoccupations même si nous n'en faisons pas toujours état. Aussi ils ont à coeur de nous aider et, spontanément, ils nous envoient leur contribution. Qu'ils en soient ici grandement remerciés.

Liste des souscripteurs

Roger Akriche 60 F - Jean-Philippe Amboisc 50 f - Mme Auboyneau 150 F - Jacques Beaume 1500 F - Jean Breuillard 200 F - Charles Briand 35 F - Thierry Buisson 100 F - Philippe Clavel 90 F - Roger Cubilié 60 F - Arnaud Declunder 30 F - Jean-Claude Dumont 35 F - Pierre Durbise 60 F - Armelle Fincato 30 F - Jean-Marie Gurvil 100 F - Michel Henra 60 F - Pascal Jagusinski 100 F - Patrice Jouault 25 F - Solveig Letort 60 F - Jean-François Pasquier 50 F - Bernard Piris 50 F - Paul Richard 60 F - Daniel Rietsch 60 F - Olivier Tupet 60 F - Alexandre Yakimansky 1000 F.

Total de cette liste 4025 F

PHOTOS

Des photos du comte de Paris, chef de la Maison de France, sont disponibles à notre service librairie. Elles existent en trois format.

Tarif franco : format 9x13 : 12 F - format 13x18 : 29 F - format 18x24 : 58 F.

Dans ces trois formats et au même prix, existent aussi les photos de la comtesse de Paris, du comte de Clermont, du prince Jean.

ABONNEMENTS DE PROPAGANDE

Envoyez-nous les noms et adresses de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par «Royaliste». Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

Fédération d'Ile de France

« Pot de l'an nouveau »

A l'initiative de la Fédération de l'Ile-de-France de la N.A.R., tous nos lecteurs et amis sont invités à venir trinquer avec nous pour fêter la Nouvelle Année

le Samedi 12 janvier à partir de 18 h jusqu'à 20 h

dans nos locaux

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (4ème étage)

à 19 h : allocution de Bertrand RENOUVIN

MESSE LOUIS XVI

La traditionnelle messe à la mémoire de Louis XVI aura lieu le **LUNDI 21 JANVIER** en l'église Saint Germain l'Auxerrois (face à la colonnade du Louvre) à 12 h 30. Nous invitons nos lecteurs et amis à y venir nombreux.

MOSELLE

Les royalistes messins organisent une traditionnelle *"Galette des Rois"* le dimanche 13 janvier à 15 h 30 au Château de Vaux (autoroute sortie Metz-Sud, direction Ars-sur-Moselle, commune de Vaux, monter jusqu'à l'église).

TÉLÉVISION

Le **vendredi 8 février** sur TF1 vers 22 h, dans le cadre de « 52 à la une » émission « ***Les couronnes de l'exil*** » réalisée par Stéphane Bern et Bernard Volker.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription "Royaliste". Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....

.....

désire recevoir, **sans engagement de ma part,** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Quelle mystique royale ?

Lorsque Charles d'Angleterre a déclaré (1) qu'il fallait préserver la mystique royale de l'image réductrice qu'en donne le spectacle médiatique, j'imagine que quelques sourcils ont dû se froncer. Quel aveu, au détour d'une phrase ! Nous voici dans la religiosité politique, et conviés à l'extase...

Comme le prince de Galles n'a rien d'un illuminé, on peut se douter qu'il conçoit la mystique selon sa définition première - comme une relation, nouée dans le secret du coeur, qui dépasse l'expérience et la raison ordinaires. Mais peut-il parler de mystique royale sans ruiner la nécessaire distinction du politique et du religieux ? Pour en juger, une première remarque peut être faite : quelle que soit la religion et le rapport au pouvoir religieux des princes héritiers et des rois régnants ou exilés d'Europe, aucun ne se pose en détenteur d'une vérité sublime et d'une morale supérieure, d'un savoir et d'une sagesse extraordinaires. La mystique royale ne relève pas d'une connaissance ésotérique, elle ne procède pas non plus d'une religion séculière qui nous entraînerait à glorifier, comme on l'a trop vu en ce siècle, le détenteur du pouvoir. Nous savons bien que Charles, Baudouin ou Juan Carlos ne sont pas des êtres d'exception quant à l'intelligence, l'héroïsme ou la sainteté mais des hommes d'Etat qui s'efforcent de remplir leur tâche aussi bien que possible.

LE SERVICE RENDU

Cela ne signifie pas qu'il faille réduire la mystique royale à une sorte de « supplément d'âme » destiné à enjoliver une pratique toute banale. Il y a bien, entre le prince et le pouvoir, entre le roi et le peuple, une relation singulière, « mystérieuse » en ce sens que la raison et l'expérience politiques ne la rendent jamais tout à fait saisissable. La reine d'Angleterre garde le silence sur les affaires de l'Etat, mais elle joue pourtant un rôle décisif pour la démocratie et la nation britanniques.

Quelques messages et quelques images suffisent pour que des rois en exil soient reconnus et appelés par un nombre croissant de citoyens qui souhaitent une transition paisible du communisme à la démocratie. Cela sans stratégie de communication, sans moyens financiers, sans le soutien d'un parti de masse, et dans des pays que la dictature avait voulu priver de mémoire historique.

En Roumanie, en Bulgarie, il y a bien une relation qui est en train de s'établir, dans le silence et malgré l'éloignement des personnes royales, hors des mécanismes et du spectacle politique qui nous est familier. Cela explique sans doute pourquoi tant d'observateurs professionnels, habitués aux appareils, aux propagandes et aux congrès, tardent tant à admettre la réalité qu'ils ont sous les yeux. A l'Est, toute expression publique du sentiment royaliste est interprétée par eux comme passéiste, jugée *« non crédible»* et donc sans intérêt. Mais, à la bourse des valeurs médiatiques, Juan Carlos ne valait pas cher lorsqu'il est devenu roi. Et la parole trébuchante de Michel de Roumanie n'empêche pas le roi exilé d'être interdit dans son pays à Pâques, et refoulé à Noël, par un gouvernement qui redoute plus que tout sa présence. La mystique royale n'a pas besoin de fastes ni de la moindre cérémonie : Michel n'a jamais été plus roi, et plus proche du peuple roumain, que dans cette voiture arrêtée par un barrage de police. L'injustice qui le frappe s'est très vite retournée contre l'équipe au pouvoir - le ministre de la culture a démissionné quelques jours plus tard - et ne fera qu'accroître sa popularité. Mais que le roi de Roumanie demeure ou non proscrit, il est aujourd'hui le seul qui puisse tout à la fois renouer le lien du peuple avec son histoire, assumer pour lui et avec lui la période de la dictature et mener à son terme démocratique la révolution inachevée.

ET NOUS ?

Cette possibilité qui est donnée aux rois régnants ou appelés - la grâce d'état - n'est pas l'effet du hasard ou d'un décret providentiel. Quelle que soit leur situation, dans l'institution ou hors de celle-ci, tous ont le souci de la chose publique, du bien commun. La mystique royale est celle du service, certes transmis par filiation, mais qui ne continue que par décision personnelle et engagement : telle est la signification des fondations créées par Charles d'Angleterre, pour aider les jeunes chômeurs, et par la princesse Margarita de Roumanie pour participer au relèvement de leur pays (2). La mystique royale implique l'action immédiate et concrète ; loin d'annuler l'efficacité de l'Etat, elle lui donne son sens et sa mesure en préservant les actes politiques essentiels de l'excès idéologique et de la réduction technicienne.

Nous retrouvons dans la famille de France, en la personne du comte de Paris, la même vocation au service exprimée et vécue de manière identique. Cette idée de la royauté, commune à celles et ceux qui l'incarnent en Europe, préserve les royalistes que nous sommes des emballements dogmatiques et de l'angélisme. Nous savons que le souci politique peut se dévoyer, que la vocation peut être oubliée, que la mystique royale peut se perdre dans le jeu des apparences et se corrompre dans l'orgueil de la naissance.

Rappeler ces faiblesses possibles permettra de mieux les surmonter.

Bertrand RENOUVIN

(1) TF1 le 23 décembre 1990
(2) Fondation princesse Margarita, Case postale 2637 CH 1211 Genève 2